



l'internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE



Face
au
bonapartisme
il
n'y
a
qu'un
seul
choix
réel
la
république
des
travailleurs

Defferre n'est pas notre candidat

L'ANNONCE de la candidature de Defferre lors d'éventuelles élections présidentielles a dû être une raison de contentement pour tous les politiciens bourgeois se revendiquant de la gauche ; et sans doute aussi pour leurs confrères du centre gaulliste. Ce mauvais coup perpétré contre la classe ouvrière au nom de l'esprit moderne, n'est bien sûr pas encore certain de parvenir à ses fins, c'est-à-dire certain du succès. Et par succès, il faut entendre non pas l'élection à la présidence de Defferre, bien peu probable dans l'avenir maintenant prévisible, mais le maintien de l'unité ouvrière aux limites d'une simple pression parlementariste. En fait il s'agit pour tous ces politiciens mendessistes — sinon dans l'obédience, au moins dans la conception politique — de préparer à la grande bourgeoisie le maintien de son actuelle politique au cas où la classe ouvrière reprendrait plus de combativité.

Il ne s'agit nullement d'un rétablissement quelconque d'une pleine démocratie bourgeoise, et moins encore d'une rénovation, d'un élargissement de celle-ci. Il s'agit de préparer au service de la politique de concentration, de modernisation de l'économie, de diminution de l'importance des couches moyennes traditionnelles du commerce et de l'agriculture, d'intégration des organisations syndicales ouvrières, de nouveaux moyens. Ce que de Gaulle pratique en s'appuyant sur les forces propres de l'Etat et notamment la police et l'armée, il s'agirait de le faire avaler en s'appuyant aussi sur le mouvement ouvrier, ou plus exactement en utilisant celui-ci comme force d'appoint. Cette opération serait la version française de la politique de centre gauche en Italie.

Les Mitterand, Mendès et autres, aujourd'hui si loin du pouvoir, retrouveraient dans cette situation une justification et leurs services un intérêt immédiat pour la grande bourgeoisie. Bien entendu, cette tactique nécessiterait quelques concessions mineures à la classe ouvrière, mais on sait ce que valent les aumônes de ces messieurs et qu'elles sont vite résorbées.

Il ne s'agit pas ici de discuter la personnalité même du candidat désigné, ou son origine politique. Ce qui est d'abord et avant tout en cause, ce sont les conditions mêmes de cette désignation, la politique qu'elle indique, les illusions grossières qu'elle peut susciter.

NOUS ne ferons pas le reproche aux fervents supporters du maire de Marseille qu'ils ignorent les règles élémentaires de l'arithmétique. Car d'évidence, les voix que pourrait obtenir ce candidat dans la situation politique actuelle seraient loin de pouvoir faire une majorité. Qui pourrait raisonnablement croire que cette résurrection moderniste de feu le cartel des gauches puisse soulever un tel enthousiasme qu'elle déplace des voix gaullistes et rassemble des abstentionnistes. Alors même que Defferre fut porté sur le pavois en dehors de l'assentiment de la direction de la S.F.I.O. et celle du P.C.F. Ces partis se voyant maintenant appelés à joindre leurs efforts à ces hauts techniciens et fonctionnaires du Club Jean Moulin.

En réalité, ce qu'il faudrait pour rendre possible cet éventuel déplacement de voix, c'est que la classe ouvrière se mobilise, montre sa force, sa résolution, propose à toutes les couches moyennes une issue effective à leurs maux qui ne peut exister que dans une perspective socialiste. Ainsi, et ainsi seulement, le mouvement ouvrier peut rassembler l'ensemble de la classe ouvrière derrière lui, y compris les secteurs arriérés, ainsi seulement des couches entières des paysans et de la petite bourgeoisie peuvent être amenées vers la classe ouvrière. Et dans cette hypothèse, quel besoin y a-t-il de cette candidature à l'américaine, de ce candidat que l'on veut « vendre » par des moyens publicitaires comme n'importe quel dentifrice ou revue féminine. Que cette publicité soit intelligente — ce qui est la moindre des choses — ne change rien à l'affaire. En répandant l'illusion que ce candidat suffira à galvaniser les électeurs, l'opération vise à la fois à utiliser le mouvement ouvrier et à le contenir dans des limites précises. Elle ne prétend nullement favoriser l'unité ouvrière mais l'utiliser. Mais ces bourgeois diplômés ne représentent que fort peu de chose en réalité, et jamais ils n'auraient abandonnés leurs bureaux si les partis ouvriers n'avaient permis semblables opérations par leur propre politique.

LA S.F.I.O. luttant pour son existence même, s'est vue contrainte à affirmer son opposition au régime. Cependant que les progrès de la déstalinisation rendaient sans cesse plus difficile à justifier l'alliance avec les partis bourgeois. Mais de là à une politique véritable de front unique, il y a une marge énorme. Un candidat bourgeois qu'elle eût appuyé sans être elle-même directement engagée l'eût bien arrangé pour poursuivre la politique de pression qui caractérise le réformisme. Ainsi elle aurait pu mieux dissimuler son absence de programme ou plus exactement le caractère non socialiste de ses perspectives. Simultanément, il lui est difficile de récuser l'honneur qui lui est fait. La seule issue serait de s'engager dans une discussion pour le programme commun. Mais cela signifierait qu'il faut aussi discuter avec le P.C.F. dont l'influence est déterminante de ce côté-ci de l'échiquier politique. Comment la S.F.I.O. pourrait-elle se sortir de semblable imbroglio et surtout le voudra-t-elle ? Il semble bien que non et que, finalement, elle acceptera de s'engager dans la voie tracée, accentuant ainsi l'apathie de la classe ouvrière française.

Le Parti communiste français, quant à lui, est très partisan d'un programme commun. Mais il est prêt, pour aboutir, à ce qu'on lui reconnaisse sa place à bien des compromis sur le fond.

Au lieu de partir de l'idée qu'un programme commun ne peut être le résultat que d'une action commune, il s'évertue à convaincre la S.F.I.O. de sa bonne volonté. Cela s'explique aisément, car faire appel à l'initiative des masses, veut encore dire rapidement poser le problème des perspectives socialistes. Cela, pas plus que le P.S., le P.C.F. ne veut l'aborder. Alors, il ne reste que les discussions de sommet ou, plutôt, la tentation de ces discussions.

Mais, à cela la S.F.I.O. reste hostile, s'il n'y a pas de mouvements de la classe ouvrière.

Alors, allons-nous voir, au lieu d'une campagne qui aurait dû être un moyen nouveau d'agitation et d'action, les parades des états-majors ouvriers en guise de majorettes pour M. Defferre.

Les choses n'en sont pas encore là, mais il y a ici un danger que tous les militants ouvriers doivent dénoncer.

Lucien COLLONGES.